

Bagnères-de-Bigorre, le 14 novembre 2023



Dimanche 12 novembre, Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, et Gérard Larcher, président du Sénat, ont appelé à une « grande marche civique contre l'antisémitisme ».

Je réaffirme avec mon groupe parlementaire de la France Insoumise notre rejet de l'antisémitisme et toute forme de racisme. Oui, l'antisémitisme est bel et bien présent dans notre pays avec plus d'un millier d'actes recensés par les autorités depuis les crimes de guerre du Hamas contre les Israéliens le 7 octobre dernier. Tous ces actes sont insupportables et nous les condamnons ! Le texte aurait dû prendre la défense de tous nos concitoyen.nes attaqué.e.s en raison de leur religion supposée que ce

soient les juifs ou les musulmans.

Cet appel à « une mobilisation générale » demandait « à tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs de notre République » de rejoindre cette initiative.

Cependant, il n'y avait pas, dans cet appel le refus de la présence du Rassemblement National dans la manifestation. Lutter contre l'antisémitisme et contre la haine de l'autre aux côtés de ce parti qui trouve ses origines dans l'histoire de la collaboration avec le nazisme n'est pas imaginable. N'oublions pas que Jordan Bardella, le président du RN, a déclaré que Jean-Marie Le Pen n'était pas antisémite alors qu'il a été condamné en 1986 pour antisémitisme et plusieurs fois pour négationnisme. Lui, l'homme qui considère les chambres à gaz comme un « détail de l'Histoire ».

Le parti de Marine Le Pen a trouvé à un tel événement une occasion d'ajouter une pierre de plus à sa stratégie de normalisation.

Ne figurait pas non plus un appel au cessez-le-feu immédiat à Gaza afin de stopper les massacres des civils palestiniens et la libération des otages. Nous réaffirmons que seule la paix juste et respectueuse des peuples, dans le cadre du droit international, permettra la fin des violences à Gaza. Ce texte divisait plutôt que d'unifier en partant d'une vision unilatérale du conflit israélo-palestinien et de la manière dont il se répercute en France.

Pour ces raisons, je n'ai pas manifesté dimanche sur la base de cet appel. Par contre, je suis prête à participer à toute manifestation dont le mot d'ordre serait un rejet de toutes les formes de racisme : antisémitisme, islamophobie, etc... Je continuerai à appuyer toute initiative pour que la diplomatie française exige un cessez-le-feu immédiat, la libération de tous les otages, l'arrêt de la politique d'expansion coloniale par le gouvernement israélien et un processus de paix conformément aux résolutions de l'ONU.

Contact : Vanessa Issermann
Attachée parlementaire de
Sylvie FERRER
06 60 92 78 11